

Un plaidoyer pour l'industrie

D'après Patrick Artus, économiste et coauteur avec Olivier Pastré du livre «Sorties de crise, ce qu'on ne nous dit pas, ce qui nous attend», la désindustrialisation, les délocalisations, le fort taux d'endettement des ménages et des entreprises, ainsi que la baisse constante des revenus des salariés, ont été à la base de la récente crise financière et économique.

■ La politique d'accès intensif au crédit pour stimuler les économies a montré ses limites. «Malgré le léger mieux enregistré lors des derniers mois, les causes structurelles de la crise demeurent, et la hausse inéluctable du prix des matières premières, notamment du pétrole, dans les années à venir ne feront qu'accentuer les difficultés!».

Tel est le constat particulièrement alarmiste délivré, hier à la Chambre de commerce par le directeur de la recherche et des études économiques de Natixis, lors de la seconde Journée de l'économie, organisée par le ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, ainsi que la Fedil, en collaboration avec PricewaterhouseCoopers.

Devant de nombreuses personnalités, parmi lesquelles Jeannot Krecké, ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, et Nicolas Schmit, ministre du Travail et de l'Emploi, l'orateur a plaidé «pour une large coopération entre les Etats avec notamment un dialogue constructif entre les pays dits industrialisés et les pays émer-



L'économiste Patrick Artus a analysé les causes de la crise et évoqué des propositions pour en sortir

(Photo: Gérard Karas)

gents, afin de lutter contre un protectionnisme qui serait néfaste à toute l'économie mondiale. Un large effort de recherche et de développement débouchant sur une réindustrialisation dans des secteurs judicieusement choisis, complètera le dispositif pour sortir de cette crise», a-t-il affirmé.

Réindustrialisation et coopération

Selon Jeannot Krecké, «la croissance actuelle, «boostée» par des taux d'intérêts faibles, des programmes de relance étatiques, une inflation quasiment inexistante et des prix pétroliers très

bas, ne fait que masquer les problèmes structurels, cachés par le succès de la place financière lors de la dernière décennie». Refusant la stigmatisation de la Grèce, qui ne représente que 3 % des dettes de la zone euro, le ministre, particulièrement offensif, a déploré la vitesse de la dégradation des économies grecques, mais également espagnoles ou irlandaises.

«À l'instar de Patrick Artus, le ministre a réaffirmé l'importance de la R&D et de la nécessaire réindustrialisation pour espérer une sortie de crise, qui se traduira par une remontée du taux de l'emploi.

Sans se poser la question du leadership de la Grande Région, il faudra également miser sur les synergies régionales, telles que la collaboration avec l'Institut hospitalo-universitaire de Nancy, ou avec le projet de la zone d'accueil multimodale du port d'Illange», a ajouté le ministre de l'Économie.

«Une meilleure gouvernance du commerce mondial pour plus de dialogue et moins de protectionnisme, afin de retrouver les vertus de l'économie réelle est indispensable... mais au prix d'énormes efforts!», a conclu Jeannot Krecké.

■ Gérard Karas